

Cote du document:	<u>EB 2009/98/R.25/Rev.1</u>
Point de l'ordre du jour:	<u>17 a) ii)</u>
Date:	<u>17 décembre 2009</u>
Distribution:	<u>Publique</u>
Original:	<u>Anglais</u>

**F**



Ouvrer pour que les  
populations rurales pauvres  
se libèrent de la pauvreté

## **Rapport du Président**

### **Proposition de don à la République de Gambie pour le**

### **Projet de développement de l'élevage et de l'horticulture**

Conseil d'administration — Quatre-vingt-dix-huitième session  
Rome, 15-17 décembre 2009

---

Pour: **Approbation**

## **Note aux Administrateurs**

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Les Administrateurs qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport avec le responsable du FIDA ci-après.

### **Léopold Sarr**

Chargé de programme de pays

téléphone: +39 06 5459 2126

courriel: [l.sarr@ifad.org](mailto:l.sarr@ifad.org)

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

### **Deirdre McGrenra**

Fonctionnaire responsable des organes directeurs

téléphone: +39 06 5459 2374

courriel: [d.mcgrenra@ifad.org](mailto:d.mcgrenra@ifad.org)

## Table des matières

<b>Sigles et acronymes</b>	<b>ii</b>
<b>Recommandation pour approbation</b>	<b>iii</b>
<b>Carte de la zone du projet</b>	<b>iv</b>
<b>Résumé du financement</b>	<b>v</b>
<b>I. Le projet</b>	<b>1</b>
A. Principal créneau de développement visé par le projet	1
B. Financement proposé	1
C. Groupe cible et participation	2
D. Objectifs de développement	2
E. Harmonisation et alignement	3
F. Composantes et catégories de dépenses	3
G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats	3
H. Avantages et justification économique et financière	4
I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement	4
J. Principaux risques	5
K. Durabilité	5
<b>II. Instruments juridiques et autorité</b>	<b>5</b>
<b>III. Recommandation</b>	<b>5</b>
<b>Annexe</b>	
Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	6
<b>Appendices</b>	
I. Key reference documents (Principaux documents de référence)	1
II. Logical framework (Cadre logique)	2

## **Sigles et acronymes**

BAfD	Banque africaine de développement
S&E	suivi et évaluation

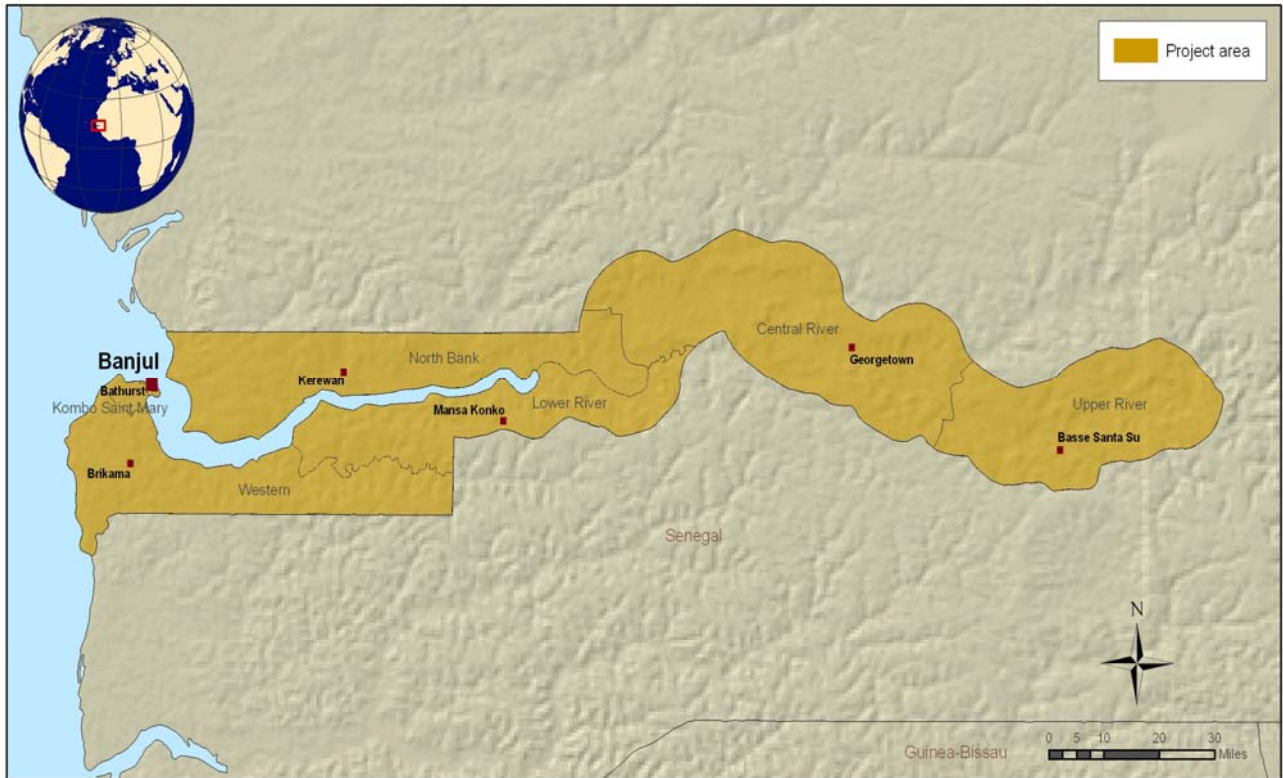
## **Recommandation pour approbation**

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de don à la République de Gambie pour le projet de développement de l'élevage et de l'horticulture, telle qu'elle figure au paragraphe 35.

## Carte de la zone du projet

### The Gambia

Livestock and Horticulture Development Project



**Source:** FIDA

*Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.*

## République de Gambie

### Projet de développement de l'élevage et de l'horticulture

#### Résumé du financement

<b>Institution initiatrice:</b>	Banque africaine de développement (BAfD)
<b>Pays bénéficiaire du don:</b>	République de Gambie
<b>Organisme d'exécution:</b>	Ministère de l'agriculture
<b>Coût total du projet:</b>	15,942 millions d'USD
<b>Montant du don du FIDA:</b>	5 050 000 DTS (équivalant approximativement à 8,0 millions d'USD)
<b>Cofinanceur:</b>	BAfD-Fonds africain de développement
<b>Montant du cofinancement:</b>	BAfD-Fonds africain de développement: 4,95 millions d'USD
<b>Conditions du cofinancement:</b>	Don
<b>Contribution du pays bénéficiaire du don:</b>	0,81 million d'USD
<b>Contribution des bénéficiaires:</b>	2,18 millions d'USD
<b>Institution chargée de la préévaluation:</b>	BAfD
<b>Institution coopérante:</b>	Supervision directe par le FIDA





# Proposition de don à la République de Gambie pour le projet de développement de l'élevage et de l'horticulture

## I. Le projet

### A. Principal créneau de développement visé par le projet

1. Le programme de pays du FIDA en Gambie met actuellement l'accent sur la promotion de la production des aliments de base, selon une démarche respectueuse de l'environnement, et sur l'amélioration de l'accès des petits producteurs ruraux aux services de microfinance. Le projet proposé comblera les lacunes du programme de pays en matière de développement car il portera principalement sur l'amélioration de la sécurité alimentaire, en stimulant la production maraîchère et l'élevage, et en améliorant l'accès au marché afin de faciliter l'écoulement de la production supplémentaire.

### B. Financement proposé

#### Modalités et conditions

2. Il est proposé que le FIDA accorde à la République de Gambie un don d'un montant de 5 050 000 DTS (équivalant approximativement à 8,0 millions d'USD), pour contribuer au financement du projet de développement de l'élevage et de l'horticulture, un projet lancé à l'initiative de la Banque africaine de développement (BAfD).

#### Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) du FIDA

3. L'allocation fixée pour la République de Gambie au titre du SAFP est de 8,83 millions d'USD sur les trois ans du cycle SAFP 2007-2009.

#### Endettement du pays et capacité d'absorption de l'État

4. En décembre 2007, la Gambie a atteint le point d'achèvement au titre de l'Initiative renforcée pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés. Du point de vue du Cadre pour la soutenabilité de la dette, adopté par le FIDA, la Gambie est classée "rouge", ce qui lui donne droit au financement à 100% sous forme de dons.

#### Flux de fonds

5. Il est prévu que les fonds soient placés sur un compte ouvert à cet effet à la Banque centrale de Gambie.

#### Modalités de supervision

6. Le projet sera supervisé directement par le FIDA. Avec l'aide du Ministère de l'agriculture, le FIDA coordonnera les missions de supervision avec la BAfD. Les missions de supervision seront dirigées par le chargé de programme de pays et seront composées de l'administrateur de programme de pays – en poste à Dakar – et d'une équipe d'experts sélectionnés selon les besoins du projet. On s'efforcera, en outre, d'adopter une approche de programme de pays pour superviser tous les projets bénéficiant d'un appui du FIDA en cours d'exécution. Cette approche débouchera sur une utilisation optimale des ressources et favorisera une meilleure coopération et communication entre les projets et les partenaires.

#### Dérogations aux conditions générales applicables au financement du développement agricole et aux politiques opérationnelles du FIDA

7. Aucune dérogation n'est prévue.

#### Gouvernance

8. Les mesures suivantes sont prévues afin de renforcer les aspects du don du FIDA qui ont trait à la gouvernance: i) la vérification annuelle des comptes; ii) l'engagement de l'ensemble du personnel et des prestataires de services aux termes de contrats

annuels renouvelables axés sur les résultats; iii) la rémunération des services de conseil par un système de chèques-conseil; iv) la place éminente accordée à la participation des communautés aux prises de décision; v) le suivi et l'évaluation (S&E); et vi) la mise en place d'un cadre de gouvernance avec la BAFD et le Ministère de l'agriculture.

## **C. Groupe cible et participation**

### **Groupe cible**

9. Conformément à la politique de ciblage du FIDA, le projet profitera directement aux producteurs ruraux dénués de ressources, notamment les femmes et les jeunes. La grande majorité des maraîchers et un grand nombre des éleveurs bénéficiant directement du projet seront des femmes. Les bénéficiaires directs seront des villageois particulièrement vulnérables (ayant peu d'actifs) parrainés par les membres fondateurs des groupements participant au projet.

### **Méthode de ciblage**

10. Le mécanisme de ciblage des plus pauvres reposera sur les trois critères de sélection suivants: i) degré de pauvreté des villages établi en fonction d'indicateurs objectifs (durée de la saison de soudure égale ou supérieure à quatre mois, dépendance à l'égard des produits du maraîchage/de l'élevage pour l'obtention de revenus monétaires, dégradation des ressources naturelles, etc.); ii) existence de groupements de femmes et de jeunes (*kafos*) ayant déjà conduit des actions collectives (une information vérifiable), en particulier dans les domaines du maraîchage ou de l'élevage, et dont les membres fondateurs acceptent de parrainer des membres vulnérables de la communauté; et iii) présence de membres particulièrement vulnérables dans la communauté locale. La communauté dans son ensemble assurera la supervision et la pression morale garantissant le ciblage des plus pauvres et le respect des conditions d'accès à l'aide fournie par le FIDA sous forme de dons.

### **Participation**

11. Les membres et les dirigeants des groupes bénéficiaires et des communautés hôtes seront activement associés à la planification, à l'exécution, au ciblage des plus pauvres et au S&E puisque le projet est axé sur la demande. Ils joueront également un rôle important dans les activités annuelles d'évaluation et de planification du projet, appelées "consultations annuelles", au cours desquelles les représentants des groupes bénéficiaires et des communautés hôtes examineront les résultats et recommanderont des améliorations. Les suites données aux recommandations feront l'objet d'un rapport écrit et seront largement diffusées.

## **D. Objectifs de développement**

### **Objectifs clés**

12. L'objectif du don du FIDA en matière de développement est de réduire durablement la pauvreté rurale en améliorant les revenus ruraux, moyennant l'accroissement de la production et l'amélioration des qualités commerciales des produits de l'élevage et de l'horticulture. Les objectifs spécifiques sont les suivants: i) accroître les profits de la production horticole et de l'élevage pratiqués par les agriculteurs organisés en groupements; ii) renforcer les capacités à la base; et iii) améliorer le S&E.

### **Objectifs relatifs aux politiques et aux institutions**

13. Par le biais du projet, le FIDA aidera le personnel du Ministère de l'agriculture à coordonner les activités au sein du ministère. L'objectif de cet appui est de faire en sorte que les fonctionnaires du ministère acquièrent les capacités nécessaires pour reprendre la responsabilité de la supervision du projet, contribuant ainsi à la pérennité des activités lancées par le projet.

### **Cohérence avec les politiques et stratégies du FIDA**

14. Le projet reflète le fait que le programme d'options stratégiques pour le pays insiste sur la nécessité d'aider les petits producteurs ruraux – en particulier les femmes et les jeunes – à élargir la gamme de leurs activités économiques lucratives. En accord avec son mandat, le Cadre stratégique 2007-2010 et la stratégie régionale, le FIDA appuiera les investissements et le renforcement des capacités à l'échelon du village dans les zones rurales sur tout le territoire de la Gambie, dans le cadre du projet proposé.

## **E. Harmonisation et alignement**

### **Alignement sur les priorités nationales**

15. Les objectifs du projet de développement de l'élevage et de l'horticulture sont cohérents avec le pilier deux du deuxième document de stratégie pour la réduction de la pauvreté adopté en 2006: le don du FIDA créera des emplois et réduira la pauvreté tout en prenant en compte les questions transversales telles que la problématique hommes-femmes, l'environnement et le VIH/sida, et il s'intégrera parfaitement dans les plans relatifs au secteur agricole prévus au titre du deuxième document de stratégie pour la réduction de la pauvreté.

### **Harmonisation avec les partenaires du développement**

16. Le projet de développement de l'élevage et de l'horticulture est un projet lancé à l'initiative de la BAfD, que le FIDA a décidé de cofinancer en vue de permettre son élargissement à l'échelon national, c'est-à-dire en vue de couvrir les zones rurales de l'ensemble du pays. Au moyen de diverses activités et, plus spécialement, de la supervision directe, les missions seront coordonnées avec le cofinancier et les autres donateurs pour faire en sorte que les résultats soient diffusés et que les meilleures pratiques soient transposées dans tout le programme de pays.

## **F. Composantes et catégories de dépenses**

### **Principales composantes**

17. Le projet comprend trois composantes: i) production, transformation et commercialisation des produits de l'élevage et de l'horticulture; ii) renforcement des capacités; et iii) coordination du projet.

### **Catégories de dépenses**

18. Il y a quatre catégories de dépenses: i) travaux (26%); biens (31%); iii) services (22%); et iv) charges récurrentes (21%).

## **G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats**

### **Principaux partenaires d'exécution**

19. Les partenaires suivants seront associés à l'exécution du projet: la BAfD, le département du développement de la terre et de l'eau (du Ministère de l'agriculture), l'Agence nationale pour l'environnement, le département des services de l'élevage et l'Institut national de recherche agricole.

### **Responsabilités en matière d'exécution**

20. L'organisme chef de file sera le Ministère de l'agriculture, par l'intermédiaire de son unité centrale de coordination des projets, récemment créée, dont le nouveau comité de suivi et d'évaluation des projets et programmes fera office de comité directeur. La responsabilité des activités de terrain sera sous-traitée à un grand nombre de partenaires d'exécution, tels que: i) les départements concernés du Ministère de l'agriculture, pour la formation technique et les services de conseil, la recherche et le développement; ii) des ONG, des consultants ou des départements universitaires pour la mobilisation des communautés; et iii) des entrepreneurs privés, en tant qu'acheteurs et fournisseurs d'intrants, et des prestataires de services de conseil en matière de commercialisation.

**Rôle de l'assistance technique**

21. Il n'est pas prévu d'assistance technique extérieure.

**Situation des principaux accords d'exécution**

22. L'unité centrale de coordination des projets a déjà nommé une équipe de quatre techniciens pour former l'unité de coordination du projet de développement de l'élevage et de l'horticulture. Le don du FIDA permettra de compléter cette équipe avec le recrutement d'un chargé du S&E qui s'occupera des activités de S&E spécifiques au projet, en étroite collaboration avec les chargés du S&E des autres projets financés par le FIDA en Gambie.

**Principaux partenaires financiers et montants engagés**

23. Le coût total du projet est de 15,942 millions d'USD sur une période de six ans. Les sources de financement sont le FIDA (50,2%), le Fonds africain de développement de la BafD (31%), le gouvernement (5,1%) et les bénéficiaires (13,7%).

**H. Avantages et justification économique et financière****Principales catégories d'avantages découlant du projet**

24. Près de 10 400 petits agriculteurs ruraux, essentiellement des femmes (73%) et des jeunes (27%), amélioreront leurs revenus grâce à la production et à la vente des produits du maraîchage et de l'élevage. La charge de travail des femmes sera en outre allégée du fait de l'accès plus facile à l'eau et au bois de chauffage. Les avantages non quantifiables sont notamment des progrès en termes de gouvernance locale et d'autonomisation résultant à la fois d'une intense action de sensibilisation des parties prenantes locales et de leur participation active au ciblage des plus pauvres et au parrainage. Le Ministère de l'agriculture renforcera son aptitude à générer des synergies en améliorant la coordination de l'assistance au développement financée de l'étranger.

**Viabilité économique et financière**

25. Selon les analyses financières fondées sur des modèles de culture et d'élevage actualisés, les retours sur investissement seront très attrayants pour les producteurs ruraux, en particulier les femmes. Le taux de rendement interne du scénario de base, égal à 27,5% sur une période de 20 ans, est très résistant, tandis que le pire scénario (coûts supérieurs de 40% et bénéfices inférieurs de 20%) génère un taux de rendement interne acceptable de 12,8%.

**I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement****Modalités de gestion des savoirs**

26. Le système de S&E conçu pour le programme de développement de l'élevage et de l'horticulture prévoit l'organisation de consultations annuelles qui seront suivies d'ateliers facilitant le partage des résultats et la transposition à plus grande échelle des meilleures pratiques. La supervision du programme de pays favorisera en outre la communication et le partage de l'expérience entre les projets financés par le FIDA en Gambie.

**Innovations en matière de développement**

27. Les principales innovations sont liées aux aspects suivants: i) une approche filière qui vise à renforcer les liens des petits producteurs ruraux avec les opérateurs en amont et en aval; ii) la promotion auprès des producteurs ruraux des bonnes pratiques agricoles et des technologies de gestion durable des terres; iii) une approche de parrainage qui donne aux communautés locales la capacité de repérer et d'atteindre les catégories les plus vulnérables; et iv) une approche de programme de pays appliquée à la supervision directe.

**Approche d'élargissement**

28. Le projet de développement de l'élevage et de l'horticulture reprend les réalisations du projet de financement rural et d'initiatives communautaires, et les transpose à

plus grande échelle. D'autres activités du projet, telles que le développement de l'embouche, seront expérimentées dans un petit nombre de villages puis reproduites dans d'autres si l'intervention est couronnée de succès.

## **J. Principaux risques**

### **Principaux risques et mesures d'atténuation**

29. Le projet est confronté à deux grands risques: i) une coordination difficile des activités entre le FIDA et la BAFD et ii) des unités de production mal gérées ou des unités de production nouvelles/améliorées accaparées par les membres les plus puissants de la communauté. Les mesures prévues pour atténuer le premier risque comportent notamment la participation de l'unité centrale de coordination des projets à la coordination des activités entre les deux bailleurs de fonds. Le second risque sera atténué par le soin accordé au ciblage dans le cadre du projet et l'échelle des activités, probablement trop modeste pour intéresser les élites.

### **Classification environnementale**

30. À l'issue des procédures d'évaluation environnementale du FIDA, le projet a été classé en catégorie B car il ne devrait pas avoir d'impact négatif notable sur l'environnement.

## **K. Durabilité**

31. Le don du FIDA contribuera à la durabilité des réalisations du projet, notamment en améliorant le renforcement des capacités à l'échelon local, tout particulièrement dans le domaine du S&E. La durabilité sera d'autant mieux assurée que l'on encouragera la création de liens mutuellement bénéfiques solides entre les producteurs ruraux et les autres opérateurs de leurs filières: clients et fournisseurs, départements ministériels techniques concernés, institutions de microfinance rurale, etc.

## **II. Instruments juridiques et autorité**

32. Un accord de financement entre la République de Gambie et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti au pays bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
33. La République de Gambie est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
34. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

## **III. Recommandation**

35. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République de Gambie un don d'un montant équivalant à cinq millions cinquante mille droits de tirage spéciaux (5 050 000 DTS) et qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président  
Kanayo F. Nwanze

## **Negotiated financing agreement: "Livestock and Horticulture Development Project"**

(Negotiations concluded on 12 November 2009)

Grant Number:

Project Title: Livestock and Horticulture Development Project (the "Project")

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

and

The Republic of The Gambia (the "Recipient")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

### **Preamble**

The IFAD Grant shall help finance certain activities which are part of the Livestock and Horticulture Development Project, initiated and co-financed by the African Development Bank ("AfDB") and the Recipient.

### **Section A**

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2), and the Special Covenants (Schedule 3).
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.
3. The Fund shall provide a Grant to the Recipient (the "Financing"), which the Recipient shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

### **Section B**

1. The amount of the Grant is SDR 5 050 000.
2. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 January.
3. The Recipient shall provide counterpart financing for activities of the Project financed by the Grant in the amount of USD 0.41 million.

**Section C**

1. The Lead Project Agency shall be the Ministry of Agriculture (MOA).
2. The following are designated as additional Project Parties: The Central Projects Coordinating Unit (CPCU) of the MOA and the Projects and Programmes Monitoring and Evaluation Committee (PPMEC) of the MOA.
3. The Project Completion Date shall be the fifth anniversary of the date of entry into force of this Agreement, in accordance with Section 13.01 of the General Conditions.

**Section D**

The Grant will be administered and the Project supervised by IFAD.

**Section E**

1. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Fund:

President  
International Fund for Agricultural  
Development  
00142 Rome, Italy

For the Recipient:

The Permanent Secretary  
Ministry of Finance and Economic Affairs  
The Quadrangle  
Banjul, The Gambia

This agreement, dated \_\_\_\_\_, has been prepared in the English language in six (6) original copies, three (3) for the Fund and three (3) for the Recipient.

\_\_\_\_\_  
For the Fund

\_\_\_\_\_  
For the Recipient

## Schedule 1

### *Project Description and Implementation Arrangements*

#### **I. Project Description**

1. *Target population.* The Project shall reach resource poor rural growers and livestock owners, including women and youth nationwide.
2. *Goal.* The Goal of the Project is to assist the Recipient in achieving the targets outlined in the Second Poverty Reduction Strategy Paper and in the Millennium Development goals in food security, the environment gender and HIV/AIDS.
3. *Objective.* The main Project objective is to sustainably increase food security and incomes of the vulnerable producers and livestock owners throughout the country by (i) improving returns to organised groups; (ii) building up capacities at grass roots level and (iii) strengthening monitoring and evaluation.
4. *Components.* The Project shall include the following three (3) components:

##### *Component A. Production, Processing and marketing of livestock and horticultural products*

This component shall rehabilitate/modernise gardens operated by women kafos, create gardens for youth and support improved animal husbandry and fattening for small ruminants and poultry.

The main activities include, among others:

- A1) Rehabilitation of existing vegetable gardens and the construction of sheds for storage, sorting, washing, packing and processing of produce. Existing wells and boreholes will also be rehabilitated and starter kits including seeds, fertilisers and small tools will be distributed.
- A2) Promotion of community-based, breeding and husbandry/fattening of small ruminants and poultry for consumption and sale. Sheds for fattening will be built, as well as wells with separated areas of distribution for humans and animals. Starter kits including feed and drug for animals as well as vaccination kits and ear-tagging pliers. Support (mentoring) and advisory services will also be provided.

##### *Component B. Capacity Building*

This component shall strengthen the focus in cross-cutting issues like good local governance, leadership training for kafo members and community leaders, as well as awareness on gender and equity issues, health and improved water management.

This component includes the following subcomponents:

- B1) Capacity building for staff of the MOA involved in extension service delivery and incentive for MOA to proceed with training of kafos and community members on improved animal husbandry practices, market oriented production, crop management, improved water management, use of composting, etc.



- B2) Training and capacity building for kafo members in Good Agricultural Practices (GAP), entrepreneurship development, including accounting skills, savings mobilisation, health awareness, good local governance.

*Component C. Project Coordination*

The Project shall be implemented by the team appointed as the Project Coordination Unit (PCU) for Project LHDP within the CPCU of the MOA. The Projects and Programmes Monitoring and Evaluation Committee (PPMEC) shall act as the Steering Committee

## II. Implementation Arrangements

### 1. Lead Project Agency

1.1 *Designation.* The MOA, through its CPCU, in its capacity as Lead Project Agency, shall have overall responsibility for the implementation of the Project.

1.2 *Responsibilities.* The Lead Project Agency shall provide oversight to the Project and liaise with the Fund during Project implementation.

### 2. Projects and Programmes Monitoring and Evaluation Committee (PPMEC)

2.1 *Designation and Responsibilities.* The PPMEC already established by MOA shall be designated to act as steering committee for the Project and shall provide overall policy guidance, review performance of PCU staff and implementing partners, and approve the annual work plans and budgets (AWPBs).

2.2 *Composition.* The PPMEC is composed of the members designated by the MOA. IFAD would emphasize the inclusion of beneficiaries' representatives.

### 3. Project Coordination Unit (PCU)

3.1 *Establishment.* A shared Project Coordination Unit (PCU) for the AfDB and IFAD co-financed projects has been established by the CPCU. The PCU is composed of a Project Director and the technical and support staff required for Project implementation. The PCU staff has been recruited under annually renewable performance-based contracts and the Fund's grant shall complete the composition of the PCU, recruiting a Monitoring and Evaluation Officer through the same established procedures.

3.2 *Responsibilities.* The PCU is responsible for the day to day implementation of Project activities and overall management of the Project.

### 4. Production, processing and marketing of livestock and horticultural products Component

4.1. This Component shall rehabilitate/modernize existing gardens operated by women in kafos, create experimental garden for youths and support backyard husbandry of small ruminants and poultry. The component shall include the marketing studies and targeted research and development shall be undertaken to improve vegetable and animal productivity and marketability. Value chains shall be improved by helping the kafos negotiate mutually beneficial relationships with buyers/suppliers.

4.2. Kafos will receive starter kits of inputs, materials and small equipment for the first Project year and vouchers to pay for services rendered by extension workers. Kafos which require credit shall be assisted in obtaining loans from existing Micro Finance Institutions. As of the second year, it is expected that the costs will be shared by the Recipient and the beneficiaries.

4.3. The implementation of this Component shall involve several partners. The MOA and the National Environment Agency shall supervise and monitor the design and installation on multipurpose water use systems. MOA and other relevant institutions and service providers shall provide training in modern gardening practices. Support and advisory services including extension and technical training shall be provided by the MOA. The MOA and the National Environment Agency shall guide the positioning of wells and water supply systems.

4.4. Works required under this Component shall be carried out by service providers hired on renewable performance-based contracts by the PCU, in accordance with the terms and conditions of this Financing Agreement.

#### 5. Capacity Building Component

5.1. This component includes two subcomponents: extension services delivery, training of frontline staff and training of kafo members in environmentally sound GAP and entrepreneurship development.

5.2. Most of field activities shall be undertaken by the MOA and technical services providers, including those already working with staff from the IFAD-supported Participatory Integrated Watershed Management Project and IFAD Rural Finance Programme as well as experienced NGOs.

5.3. Kafo members shall receive booklets of vouchers which shall be used to pay field workers whose services are considered satisfactory and the payment of such workers shall be based on the number of vouchers submitted.

## Schedule 2

### *Allocation Table*

1. *Allocation of Grant Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Grant and the allocation of the amounts of the Grant to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Grant Amount Allocated (expressed in SDR)	Percentage of financing (net of tax)
I. Works	1 430 000	100%
II. Goods	1 440 000	100%
III. Services	1 390 000	100%
IV. Operating costs	120 000	100% net of beneficiaries' contribution
Unallocated	670 000	
<b>TOTAL</b>	<b>5 050 000</b>	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

"Works" include irrigation works, boreholes, farm buildings.

"Goods" include vehicles, pumps, office equipment and furniture.

"Services" include technical assistance, extension services, training, design & supervision, financial audit.

"Operating costs" excludes operation and maintenance of buildings and office rent.

**Schedule 3***Special Covenants*

In accordance with Section 12.01(a)(xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Recipient to request withdrawals from the Grant Account if the Recipient has defaulted in the performance of the covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project:

**Tax Exemption.** The Recipient shall, to the fullest extent possible, exempt proceeds of the Grant from all taxes. Any taxes which the Project is nonetheless obliged to pay shall be promptly reimbursed by the Recipient.

## **Key reference documents**

### **Country reference documents**

Poverty reduction strategy paper

### **IFAD reference documents**

Project design document (PDD) and key files

COSOP

Administrative Procedures on Environmental Assessment

### **Other miscellaneous reference documents**

AfDB Design Document for Livestock and Horticulture Development Project

## Logical framework

Narrative Summary	Verifiable indicators (by Gender where possible)	Means of Verification	Assumptions/Risks
<b>Goal</b>			
<ul style="list-style-type: none"> <li>Reduce rural poverty sustainably by raising the incomes of rural producers</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Reduction in the prevalence of child malnutrition rates</li> <li># of HH with improved assets</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>National household surveys</li> <li>RIMS surveys</li> <li>National statistics</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>World food crisis makes domestic products competitive</li> </ul>
<b>Purpose/Objective</b>			
<ul style="list-style-type: none"> <li>Improve returns to kafo-run horticultural and livestock production</li> <li>Build up capacities at grassroots level</li> <li>Strengthen M&amp;E</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Evolution of returns to kafo members aggregated by gender</li> <li>Evolution of demand for advisory services and TA</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Periodic verifications of kafo viability</li> <li>RIMS surveys</li> <li>Self evaluations/annual consultations</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Strong markets exist for the supported foods</li> <li>Domestic producers can meet those markets</li> </ul>
<b>Outputs by component</b>			
<b>A.1 Horticultural Production</b> Community owned, kafo-run vegetable gardens rehabilitated <ul style="list-style-type: none"> <li>Spot blockages in value chains removed</li> <li>Kafos have ready access to TA</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Evolution of yields, production and sales</li> <li>Evolution of returns to individual kafo members by gender</li> <li># of kafo members trained</li> <li>% of those trained with better understanding of improved agricultural production techniques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Project Reports</li> <li>Kafo records</li> <li>MoU/Contracts</li> <li>Annual consultations</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Government import policy will take account of both domestic production and WTO guidelines</li> <li>Input will be readily available</li> </ul>
<b>A2 Livestock production</b> Community-owned, kafo-run complexes for small ruminants and poultry raising rehabilitated/built <ul style="list-style-type: none"> <li>Kafos have ready access to TA</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Evolution of mortalities, weight gains and sales</li> <li>Evolution of returns to kafo members by gender</li> <li># of kafo members trained</li> <li>% of those trained with better understanding of improved livestock breeding techniques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>As above</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>As above</li> </ul>
<b>B1 Extension services delivery</b> Competent and efficient service delivery is assured	<ul style="list-style-type: none"> <li>% of kafo members with improved access to advisory services by gender</li> <li>Degree of satisfaction among kafo members</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Kafo records</li> <li>Line dept. activity reports</li> <li>Annual consultations</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Extension and animal health support services will be delivered efficiently</li> </ul>
<b>B2 Capacity building grassroots:</b> Training in good agricultural practices (GAP), group entrepreneurship and good governance provided	<ul style="list-style-type: none"> <li>Evolution of viability of kafo-run production units</li> <li># of kafo members trained by gender</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Project reports</li> <li>Activity reports by NGOs and consultants</li> <li>Annual consultations</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>NGOs with the required expertise exist in-country</li> </ul>
<b>C1 M&amp;E Officer recruited</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>M&amp;E findings used for preparing AWPBs</li> <li>M&amp;E system operated in close collaboration with other IFAD funded projects</li> <li>Hard data available for impact assessment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Project reports</li> <li>AWPBs</li> <li>RIMS reports</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Advantages of M&amp;E will be recognized by all stakeholders</li> </ul>
Information education communication	<ul style="list-style-type: none"> <li>% of kafo members with sound understanding of project activities and benefits</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Periodic verifications of IEC outreach</li> </ul>	
<b>C2 RIMS surveys designed/conducted</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Findings permit validation of impact on child nutrition and HH assets</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>RIMS reports</li> </ul>	
<b>C3 Financial audits of IFAD grant conducted annually</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>No serious shortcomings are detected</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Auditor's report</li> </ul>	
<b>C4 Participatory self evaluation and annual consultations conducted annually</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Recommendations are incorporated into AWPBs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>AWPBs</li> </ul>	

